



Agence Territoriale de l'Isère
9 quai Créqui
38 000 GRENOBLE

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
PROCEDURE ADAPTEE**

(Passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

Forêt Domaniale RTM de Pellafol
Aménagement d'infrastructures DFCI

2026-8815-037

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Madame Marjorie GUILLON – Directrice de l'Agence Isère
OFFICE NATIONAL DES FORETS
9 quai Créqui
38026 GRENOBLE

MAÎTRISE D'OEUVRE :

OFFICE NATIONAL DES FORETS
9 quai Créqui - 38026 GRENOBLE
Représentants :

Jérôme FEITH – Port : 06.70 88 72 86 - Courriel : jerome.feith@onf.fr

Julien GARCIA – Port : 06.23.01.87.09. Courriel : julien.garcia@onf.fr

SOMMAIRE

I – OBJET DU C.C.T.P.	3
II – GENERALITES – RESPECT DES REGLES DE L'ART	3
III - PHASAGE	4
IV – PIQUETAGE	4
V – PROVENANCE DES MATERIAUX	4
5-0 GENERALITES	4
5-1 RESERVE INCENDIE (CITERNE ACIER)	4
5-1-1 Caractéristiques	4
5-1-2 Aménagement de la citerne	4
5-1-3 Equipements pour le pompage	4
5-2 MATERIAUX D'EMPIERREMENT	4
5-3 BLOCS POUR ENROCHEMENT	4
5-3-1 Qualité des enrochements	4
5-3-2 Morphologie et granulométrie	4
5-4 CONTROLE DES MATERIAUX ET FOURNITURES	5
VI - CONDITIONS D'EXECUTION	5
6-1 TERRASSEMENTS - EVACUATION MATERIAUX	5
6-2 TERRASSEMENTS – PROFIL TOUT EN REMBLAI	5
6-3 TERRASSEMENTS - ELARGISSEMENTS	5
6-4 TERRASSEMENTS – AIRES DE CROISEMENT ET DE RETOURNEMENT	5
6-5 TERRASSEMENTS – PREPARATION PLATEFORME	6
6-6 RENVOIS D'EAU TERRASSES	6
6-7 EMPIERREMENT	6
6-8 BROyage	6
6-9 TRANSPORT, MISE EN PLACE, REMPLISSEMENT CITERNE DFCI ENTERREE	6
6-10 ENROCHEMENT	7
6-11 REGLAGE ET COMPACTAGE	7
6-12 REMISE EN ETAT DES LIEUX	7
VII – SECURITE	7
VIII – CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES	7
8-1 RESPECT DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES	7
8-2 DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES ESPECES VEGETALES PROTEGEES	8
8-3 STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES	8
8-3-1 Carburant-Lubrifiants	8
8-3-2 Autres substances	8
8-4 GESTION DES DECHETS	8
8-5 PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE	8
8-6 CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DANS LES ESPACES NATURELS	8
8-7 INTEGRATION PAYSAGERE DES OUVRAGES	8
8-8 GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	8
8-9 PROTECTION DES SITES ARCHEOLOGIQUES, PREHISTORIQUES, HISTORIQUES	9
IX – ORGANISATION DU CHANTIER	9
X - DELAIS D'EXECUTION	9

I – OBIET DU C.C.T.P.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) fait partie des pièces constitutives du marché ayant pour objet l'exécution des travaux d'aménagement d'infrastructures DFCI. Le marché comprend :

- le terrassement de la plateforme de la route forestière et des aires de retournement,
- La constitution d'une chaussée empierrée,
- la création de renvois d'eau terrassés,
- La fourniture et la pose de citerne d'eau de capacité 30 et 60 m3 avec équipements DFCI
- le réglage et le compactage de la chaussée de la route forestière et des aires de retournement.

II – GENERALITES – RESPECT DES REGLES DE L'ART

Les caractéristiques : largeurs, assise en déblai/remblai, pente des talus... etc. sont décrites dans les plans type, profils en travers type et à l'avant-métré.

Le volume de matériaux à terrasser est fourni à titre indicatif.

L'entreprise est réputée avoir à sa charge, au titre du présent marché l'exécution des équipements ; les fournitures, transports et main d'œuvre ainsi que tous les travaux nécessaires à la réalisation complète des ouvrages objet du marché.

A titre indicatif, ces tâches comprennent sans que la liste puisse être considérée comme exhaustive :

- La réalisation et la gestion d'un Plan d'Assurance Qualité (P.A.Q.) ;
- L'organisation, l'hygiène et la sécurité du chantier ;
- Les installations de chantier, leur maintenance et leur repli ;
- L'obtention des droits de stationnement (aire de stockage), de passage et de survol éventuellement nécessaires ;
- La fourniture, le transport et le stockage de tout le matériel nécessaire ;
- La mise en place et l'entretien de la signalisation provisoire de chantier ;
- La mise en place et l'entretien des protections provisoires ;
- Les travaux de préparation à pied d'œuvre ;
- L'aménagement et l'entretien des pistes et aires d'accès aux postes de travail et de stockage des matériels et matériaux ;
- Les terrassements généraux, principalement en tout venant mais aussi en matériaux rocheux (plus ou moins compacts) comprenant les déblais et remblais,
- Les créations des voies et plates-formes d'évolution ;
- Le réglage des plateformes, talus ;
- La préservation de la terre végétale ;
- Les diverses finitions des abords ;
- Le nettoyage du chantier et la remise en état des lieux à la fin des travaux ;
- Les travaux rendus nécessaires pendant le délai de garantie.

Les dépenses résultant de l'exécution de ces travaux énumérés ci-dessus sont réputées incluses dans les prix unitaires du présent marché.

L'entrepreneur s'engage à travailler dans les règles de l'art, conformément aux différents cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de terrassement et de génie civil.

L'entrepreneur s'engage à respecter les spécifications des normes harmonisées européennes et à défaut les normes techniques décrites ou référencées dans les différents fascicules officiels publiés par décrets interministériels, et plus particulièrement celles des fascicules :

- **n° 2**, Terrassements généraux (édition de mars 2003)
- **n° 25**, Exécution des corps de chaussée, particulièrement les dispositions des chaussées souples et non revêtues
- **n° 70**, Ouvrages d'assainissement (2003)

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions techniques particulières du présent cahier ainsi qu'aux directives du maître d'œuvre selon l'évolution du chantier.

L'entrepreneur a un devoir de conseil technique envers le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre pour le choix des meilleures préconisations ou modalités d'exécution des ouvrages prévus dont il possède le savoir-faire. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de devoir soumettre à l'agrément préalable du maître d'œuvre toutes les dispositions techniques qui n'ont pas été prévues initialement ou qui ne font pas l'objet de stipulations particulières dans les clauses du marché.

Les travaux se trouvent tous en site Natura 2000. Les travaux ne pourront commencer sans les autorisations administratives sollicités par le maître d'ouvrage auprès des services compétents.

Toutes les modifications aux procédés et méthodes pour réaliser les travaux doivent être impérativement validées préalablement à leur mise en œuvre.

III - PHASAGE

L'entreprise se conformera au phasage prévu par le maître d'œuvre. Les dates de commencement et fin des travaux proposés par le titulaire deviennent contractuelle dès acceptation de l'offre.
En cas de modification du planning, celle-ci se fera en accord avec le maître d'œuvre.

IV – PIQUETAGE

L'implantation des ouvrages se fera par le maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

V – PROVENANCE DES MATERIAUX

5-0 GENERALITES

L'entrepreneur reste entièrement responsable, à l'égard du maître de l'ouvrage, du respect des obligations contractuelles qu'il a envers lui. L'entrepreneur impose à ses fournisseurs toutes les obligations afférentes aux fournitures résultant du marché.

L'entrepreneur est tenu de remettre les fiches techniques des matériaux ou produits fournis, à la demande du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours calendaires préalablement à leur utilisation.

5-1 RESERVE INCENDIE (CITERNE ACIER)

5-1-1 Caractéristiques

Capacité = 60 m³ et 30 m³
Dimension = diamètre 2500mm
Acier S235 de 6 mm d'épaisseur
Revêtement extérieur polyuréthane 500 microns résistant 2500 V
Revêtement interne bitumineux pour eau
Norme : NF EN 86410 sur les citernes enterrées

Attention : les citernes recyclées devront répondre à ces exigences et devront obligatoirement être nettoyées pour ne présenter aucuns risques de pollutions.

5-1-2 Aménagement de la citerne

Trou d'homme de 800 mm de diamètre. Ouverture fermant avec cadenas.
Event diamètre 80 mm.
On prendra en compte le fait que la citerne sera enterrée avec 50 cm de matériaux la recouvrant au minimum.

5-1-3 Equipements pour le pompage

Tuyau d'aspiration de DN 100 mm avec crépine inox
Raccord symétrique.
On prendra en compte le fait que la citerne sera enterrée avec 50 cm de matériaux la recouvrant au minimum.

5-2 MATERIAUX D'EMPIERREMENT

Les matériaux d'empierrement proviendront :

- des matériaux rocheux présents sur la route forestière (Bois de la Combe du Loup),
- des matériaux présents sur la future route DFCI de la Crête des Ayes et pris dans les élargissements de celle-ci (place de retournement et talus rocheux).

5-3 BLOCS POUR ENROCHEMENT

Les blocs proviendront des déblais du chantier. Ils seront en calcaire de type urgonien. Ils devront répondre aux caractéristiques suivantes :

5-3-1 Qualité des enrochements

Les matériaux utilisés devront être :

- De roche saine non fracturée,
- Dure, c'est à dire résistante à l'usure,
- Non gélive,
- Inaltérables à l'air et à l'eau.

Leur résistance mécanique doit permettre d'éviter la fragmentation lors du transport et de la mise en place. Les blocs seront propres, sans inclusion de terre ou de matière organique.

5-3-2 Morphologie et granulométrie

Les enrochements seront à angles marqués, de forme tétraédrique.
La composition optimale est définie par la répartition suivante :
Volume compris entre 0,4m³ et 1 m³ pour 50 % du nombre total des blocs ;

Volume compris entre 1 m³ et 1,5 m³ pour 50 % du nombre total des blocs.

5-4 CONTROLE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

Au cas où la nature des travaux non prévus nécessiterait la fourniture de matériaux, l'entrepreneur sera tenu, d'une part de présenter les résultats du contrôle interne effectué dans le cadre du PAQ et, d'autre part, de se soumettre à tous les essais de contrôle de pratique courante qui lui seront demandés par le Maître d'Œuvre ou son représentant pour vérifier la conformité des matériaux et fournitures avec les prescriptions résultant du présent CCTP, des fascicules du CCTG et des études agréées.

En particulier, l'article 24 du CCAG travaux s'applique pour le contrôle des matériaux.

Le titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier, les dispositions de l'article 37 étant appliquées s'il y a lieu.

Les vérifications sont faites sur le chantier, elles sont exécutées par le maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le maître d'œuvre peut prescrire, en accord avec le titulaire, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du titulaire.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du titulaire. Ne sont pas à la charge du titulaire les essais et épreuves que le maître d'œuvre exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus au marché.

VI - CONDITIONS D'EXECUTION

6-1 TERRASSEMENTS - EVACUATION MATERIAUX

Au trois endroits spécifiés, l'entreprise réouvrira la plateforme en évacuant les matériaux jusqu'au point à remblayer et à empierrer (Route DFCI de la Crêtes des Ayes.

La plateforme ainsi réouverte aura une largeur de 4 mètres et un dévers nul. Le talus amont sera dressé de façon à atteindre l'équilibre de celui-ci (surtout sur la partie éboulis).

Aucun déblai ne sera rejeté en aval de la plateforme.

Aucune aire de retournement ne sera réalisée en dehors de celle existante.

6-2 TERRASSEMENTS – PROFIL TOUT EN REMBLAI

Au départ de la route de la crête des Ayes, le profil sera repris et atténué en réalisant un remblai sur une centaine de mètres. La largeur de la chaussée terminée sera de 5 mètres. La pente des talus sera de 3 (H) pour 2 (V).

La pente en long recherchée sera de 12 % maximum avec un raccordement progressif sur les pentes nulles d'arrivée.

Les remblais seront mis en place par couches successives adaptées au compacteur présent sur le chantier.

Les talus seront dressés au godet de curage. Les remblais seront assis sur un fond de forme propre, sans végétaux et sans zones boueuses.

La plateforme aura un dévers nul. On viendra implanter un renvoi d'eau terrassé à mi-distance sur le remblai.

La plateforme ainsi constituée sera réglée et compactée.

6-3 TERRASSEMENTS - ELARGISSEMENTS

Les élargissements seront réalisés sur trois points :

- Route forestière du col de Champ Long : Pr 1000 (200m du col)

- Route forestière de la Crête des Ayes : Pr 300 (lacet) et Pr 1400 (zone de dalles rocheuses).

L'élargissement sera réalisé sur la largeur spécifiée à l'avant-métré. Les matériaux seront extraits et transportés jusqu'à la zone à remblayer. La plateforme aura un dévers de 2% vers l'amont ou nul.

Les talus auront une pente de 2 (H) pour 3 (V).

6-4 TERRASSEMENTS – AIRES DE CROISEMENT ET DE RETOURNEMENT

Des aires de croisement et de retournement seront ouvertes ou réaménagées aux endroits spécifiés ci-après :

Route forestière	Point Repère	Type	Dimensions	Observation
RF de Champ Long	0,600	Croisement	30 m x 8 m	Matériaux calés dans le talus aval de la route existante
	0,950	Croisement	30 m x 8 m	
RF de la Crête des Ayes	1,380	Retournement	20 m x 20 m	Largeur 10 m à son extrémité
	2,150	Retournement	30 m x 12 m	Suivie de 10 mètres

Les aires de croisement et de retournement seront terrassées en profil mixte. Les matériaux extraits en déblais seront remployés à l'aval pour agrandir la plateforme en remblais. Le talus d'équilibre aval sera de 80%. Les remblais aval seront appuyés sur une clé d'ancrage dimensionnée en fonction de l'importance des matériaux à

mettre en remblai. Les remblais seront méthodiquement compactés par couche dont l'épaisseur variera en fonction du compacteur utilisé. Les souches seront calées en pied de cet ancrage. On viendra réaliser un redan sur lequel les souches seront déposées. Il se situera juste à l'aval de la clé d'ancrage. L'excédent de remblai viendra les recouvrir. Les matériaux pour réaliser les remblais proviendront des déblais. Pour se faire des piquets d'entrée en terre seront mis en place. Le talus amont aura une pente de 1 pour 1 ou 2 pour 3. Dans les deux cas, une sente sera ouverte ou accéder au sommet de talus au centre de la place de retournement et sans le talus de la route à son entrée.

Une fois les terrassements terminés, la plateforme sera réglée et compactée en respectant les profil décrits ci-après : un profil en long en toit avec 3% de pente vers l'extrémité et 3% vers l'entrée de la plateforme ; dévers de la plateforme de 3% vers l'amont.

L'aire de retournement de la crête des Ayes sera terrassée dans la masse rocheuse avec évacuation des matériaux (remploi en empierrement).

6-5 TERRASSEMENTS – PREPARATION PLATEFORME

La préparation de la plateforme comprendra :

- l'arasement des accotements (matériaux calés dans le talus aval),
- le curage du pied de talus (matériaux calés dans le talus aval),
- la suppression du bourrelet central, entre les deux passages de roues (avec calage dans le talus aval),
- la purge des éléments végétaux et boueux présents sur la plateforme,
- la scarification préalable au broyage des matériaux de la plateforme.

6-6 RENVOIS D'EAU TERRASSES

Immédiatement après les terrassements ou le reprofilage, des renvois d'eau terrassés seront ouverts aux caractéristiques décrites ci-après.

Dévers aval de la plateforme (dans le sens de l'écoulement) = 5 à 6%

Profondeur en pied de talus = 0 cm

Profondeur en bout de plateforme 20 à 25 cm

Hauteur du dos d'âne en pied de talus = 20 cm

Hauteur du dos d'âne 40 cm en bout de plateforme = 40 cm (entre le fond du creux et le sommet du dos d'âne)

Orientation 45° par rapport au sens de circulation

Le renvoi d'eau terrassé est un basculement de dévers de la plateforme (dévers de l'amont vers l'aval). Ce basculement de dévers s'opère en amont du dos d'âne sur un creux avec un dévers de 5 à 6% vers l'aval. En descendant, après le creux vient un dos d'âne homogène de 20 à 30 cm de hauteur avec un dévers.

6-7 EMPIERREMENT

L'empierrement proviendra des déblais. Les matériaux seront triés afin de ne conserver que la fraction broyable. Les gros éléments seront évacués ou réduits. Les gros éléments seront extraits et calés dans le talus aval.

Les matériaux seront alimentés sur le linéaire à revêtir avec un tombereau ou un camion.

Ils seront étalés uniformément avec un engin approprié. Les renvois d'eau dont la forme a été terrassées dans le fond de forme seront empierrés de façon à conserver leur forme.

6-8 BROYAGE

Les matériaux d'empierrement seront broyés sur une profondeur de 40 cm. La granulométrie cible sera de 0/60. On veillera à bien broyer les matériaux en bordure de plateforme (accotement aval et pied de talus). Une planchette d'essai sera réalisée préalablement à la mise en œuvre de l'outil pour valider la granulométrie.

6-9 TRANSPORT, MISE EN PLACE, REMPLISSEMENT CITERNE DFCI ENTERREE

Les citernes DFCI seront livrées à leur emplacement définitif. A partir de ce moment la fouille sera réalisée. Celle-ci aura les dimensions suivantes :

Capacité	Longueur	Largeur	Profondeur
30 m3	9 m	4 m	3,2 m
60 m3	15 m	4 m	3,2 m

Les citernes seront inspectées et le revêtement repris en cas d'impact.

Un lit de pose sera mis en place sur 30 cm. Celui-ci sera nivelé et compacté pour que la citerne soit posée à plat. Un arrêt de chantier sera pratiqué avant la fermeture de la fosse.

Les matériaux seront mis en place à la pelle et au râteau jusqu'à arriver à mi-hauteur. On viendra compacter les matériaux à la plaque vibrante par couche successive.

Pour chaque couche de remblai, on viendra régler les matériaux pour pouvoir les compacter. L'ensemble viendra recouvrir le sommet de la citerne avec 50 cm.

On viendra ensuite avec les matériaux restant réaliser un merlon de 1 mètre pour empêcher les véhicules de rouler sur la citerne. L'aire de pompage de 6 x 4 mètres sera nivelée et compactée.

6-10 ENROCHEMENT

Les enrochements seront mis en place dans les talus du lacet à élargir.

Les blocs seront montés les uns sur les autres en les croisant jusqu'à arriver à la hauteur souhaitée.

Un ancrage de 40 cm sera réalisé. Les blocs les plus gros seront mis dans les premières rangées.

Le sommet de l'ouvrage aura une largeur de 80 cm au minimum. Il aura un fruit de 1 (H) sur 3 (V).

Hauteur de l'enrochement	Sommet de l'ouvrage	Base de l'ouvrage
1,0 m	0,8 m	1,10 m
1,5 m		1,30 m
2,0 m		1,45 m
2,5 m		1,60 m
3,0 m		1,80 m
3,5 m		2,00 m
4,0 m		2,10 m
4,5 m		2,3 m

Le mur à réaliser

6-11 REGLAGE ET COMPACTAGE

La couche de roulement ainsi constituée sera soigneusement réglée à l'aide d'un niveleur ou autre engin accepté par le directeur des travaux et ne comportera ni creux, ni dos d'âne (sauf renvois d'eau terrassés)

La tolérance en matière de réglage et de + ou - 3 cm / 4 mètres

La plateforme sera ensuite compactée par un compacteur du type V4 (charge statique de 45 kg minimum par centimètre de génératrice de la bille vibrante) ou équivalent.

Il sera procédé à autant de passe que nécessaire jusqu'à ce que plus aucune déformation ne soit visible au passage du compacteur ou de camions chargés.

6-12 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Une fois le chantier terminé, les terrains seront remis en état. Cela comprend :

- Le repli des engins et des installations de chantier.
- L'enlèvement des derniers déchets et leur mise en centre de tri agréé.
- Le nettoyage des aires de stockage en dehors du chantier.
- Les éventuelles réparations des voies d'accès au chantier si des dégradations imputables au titulaire devaient être constatés.
- Le nivellement de toutes les zones travaillées.
- L'enlèvement des bottes de paille et autres dispositifs de filtration des eaux dans les cours d'eau.
- La sécurisation du chantier par le calage des éléments instables sur les talus constitués (amont comme aval).

Dans un délai de 1 an, une surveillance du chantier par le maître d'ouvrage sera opérée. Son but en dehors de constater d'éventuelles malfaçons, sera de s'assurer de l'absence de plantes exotiques envahissantes qui auraient pu être importées.

En cas de présence, le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur éradication.

VII – SECURITE

Il appartient à l'entrepreneur de rappeler à son personnel toutes les règles générales et particulières de sécurité, législatives et réglementaires. Il devra plus particulièrement donner les instructions nécessaires et prendre toutes les dispositions vis à vis des risques suivants :

- Risque vis-à-vis des tiers pendant la durée des travaux sur les voiries communales et forestières lors des transferts d'engins, des évacuations et transports des matériaux.
- Risques vis-à-vis des promeneurs sur sentiers.

Les dispositions provisoires de protection que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la sécurité des tiers, des biens et des voies pouvant être menacés par l'activité sur le chantier, devront être explicitement définies dans le mémoire technique et programme d'exécution.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre sur le chantier le matériel, d'utiliser les méthodes et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire aux dispositions particulières de sécurité.

Des panneaux d'information devront être installés pour signaler la fermeture des accès pendant les périodes de travaux.

Les travaux seront aussi signalés aux usagers de la forêt à chaque débouché sur le chantier (sentiers et pistes).

VIII – CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

8-1 RESPECT DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Pour mémoire, il est rappelé à l'entreprise que le maître d'œuvre a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu. Il s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées, pour ce qui relevait de sa compétence.

Lorsque des procédures d'autorisation particulière étaient nécessaires, les éventuelles prescriptions des CCTP_ Aménagement d'infrastructures DFCI – FD RTM de Pellafol ONF

administrations concernées devront être respectées, sans exception, par l'entreprise.

Le présent document vise en outre à aider l'entreprise à adopter des modes de réalisation respectueux de l'environnement.

Toutefois, si une mise en demeure écrite du maître d'œuvre de respecter les prescriptions ci-dessous reste sans effet, conformément au CCAP, il sera retenu une indemnité de 500 euros par infraction aux prescriptions ci-dessous dûment constatée. Elle ne remplace pas d'éventuelles amendes ou poursuites prévues par la loi.

8-2 DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES ESPECES VEGETALES PROTEGEES

Aucune plante protégée n'a été repérée sur l'emprise du chantier. En conséquence aucune mesure spécifique ne sera faite.

Toutefois, un rappel est fait concernant la législation : « la destruction, le colportage, ou l'arrachage d'espèces végétales protégées est un délit prévu et réprimé par le code de l'environnement (article L415-3) pour amende pouvant aller jusqu'à 9 000 € et 6 mois d'emprisonnement.

L'ensemble du projet se situe en Zone Natura 2000. Les prescriptions inscrites dans l'arrêté autorisant les travaux devront être scrupuleusement respectées. Les engins auront l'interdiction de sortir des emprises du chantier.

Les aires de stationnement seront également agréées avant utilisation.

8-3 STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES

8-3-1 Carburant-Lubrifiants

Ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs s'ils ne sont pas des cuves à double parois, seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits. L'usage de l'essence pour le nettoyage des engins (tronçonneuse ou débroussailleuse par exemple) est formellement interdit ; l'entrepreneur veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi.

8-3-2 Autres substances

L'éventuel emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera soumis à concertation et agrément du maître d'œuvre – l'entreprise apportera la preuve du caractère légal de l'emploi -et le maître d'œuvre prescrira éventuellement des consignes de précaution.

8-4 GESTION DES DECHETS

Pendant la durée du chantier, les déchets (emballages, bois, ferrailles, rémanents végétaux, déblais, produits de démolition...) seront rassemblés dans un endroit identifié. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter un dispersément (par le vent ou les eaux de pluie par exemple).

A l'issue du chantier, et éventuellement avant si leur volume s'avère trop important : les déchets produits par l'entreprise seront évacués sous sa responsabilité vers un dépôt ou une filière de recyclage agréés.

Les matériaux en excès (fouilles, produits de démolition...) après comblement des fouilles et atterrissements artificiels ou refusés par le maître d'œuvre seront déposés à la fin du chantier en décharge agréée par le Maître d'œuvre.

La recherche de celle-ci, l'obtention des autorisations administratives éventuelles et le coût de cette mise en décharge sont à la charge de l'entreprise.

8-5 PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

L'emploi du feu est strictement interdit sur le chantier.

8-6 CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DANS LES ESPACES NATURELS

La circulation des engins sera possible uniquement sur les itinéraires validés préalablement. Aucune piste ou aire de retournement supplémentaires et non prévues au marché ne pourront être réalisées.

La circulation sera réservée aux employés de l'entreprise qui respecteront les mesures de précaution minimales: trajets limités au nécessaire, vitesse modérée, stationnement suspendu pendant les périodes d'inactivités. Dans le cas de risque de levée importante de poussières au passage des engins, l'entreprise procédera régulièrement à l'arrosage des pistes utilisées. A l'issue des travaux, l'entrepreneur procédera à la remise en état du site.

8-7 INTEGRATION PAYSAGERE DES OUVRAGES

Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des ouvrages, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues. Seul l'abattage des arbres désignés par le maître d'œuvre est autorisé. Aucune atteinte ne sera portée aux autres arbres.

8-8 GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle, l'entrepreneur avisera sans délai les secours (tél. 112) ainsi que le maître d'œuvre. Il prendra toute disposition utile à faire cesser la cause du problème en attendant l'arrivée des secours et les consignes conservatoires du maître d'œuvre. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre.

8-9 PROTECTION DES SITES ARCHEOLOGIQUES, PREHISTORIQUES, HISTORIQUES

En cas de découverte fortuite d'objets, vestiges, ruines... intéressant l'histoire, la préhistoire, l'archéologie, l'histoire de l'art..., l'entrepreneur alertera sans délai le maître d'œuvre ainsi que le maire de la commune de situation (article 14 de la loi du 27/09/1941).

IX – ORGANISATION DU CHANTIER

- Le déroulement et l'avancement du chantier se feront chronologiquement en accord avec le Maître d'œuvre.
 - Une **D**éclaration d'**I**ntention de **C**ommencer les **T**ravaux (D.I.C.T.) sera déposée auprès de la commune de Pellafol, commune concernée par le projet afin de connaître les réseaux existants.
 - Aucune modification des techniques d'application et des types de matériaux précisés à l'avant métré et au CCTP ne pourra être décidée par l'adjudicataire sans l'accord préalable du Maître d'œuvre.
 - Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de modifier les clauses techniques, l'emprise et les dimensions des ouvrages, la qualité des matériaux sous réserve de convenir au préalable d'un accord d'exécution et de prix avec le Maître de l'Ouvrage et l'adjudicataire du marché.
 - Les formes, les dimensions et les implantations des ouvrages, et travaux annexes seront conformes au descriptif détaillé des travaux de l'avant métré, du CCTP et des plans annexés.
- L'adjudicataire est déclaré responsable de la sécurité du chantier vis-à-vis de son personnel, des représentants, des Maîtres d'œuvre et de l'ouvrage et des tiers.
- Il sera fait application du décret 65-48 du 8.01.1965 sur la sécurité des travailleurs occupés à des travaux de terrassement à ciel ouvert, notamment lors de l'exécution des fouilles où l'étaisage sera obligatoire.

X - DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'achèvement est fixé au 04/12/2026. L'ordre de service initial sera donné le 1^{er} septembre 2026.

Les travaux seront interrompus pendant la période hivernale.

Le présent C.C.T.P. a été établi par le Maître d'œuvre

A Grenoble, le 22 juin 2026
FEITH Jérôme
Chef de Projet ONF :

() : N.B. = Toute modification de clause technique qui serait proposée par l'Entrepreneur doit faire l'objet d'une proposition écrite*